

Les codes du droit international humanitaire bafoués

A Gaza l'aide humanitaire reste en grande partie bloquée à l'extérieur de l'enclave, privant de nourriture et de soins des milliers de personnes assiégées. Selon Jean-François Corty, président de Médecins du monde, le non-respect flagrant du droit international humanitaire par les autorités israéliennes compromet leur survie et met en péril les principes mêmes sur lesquels repose la protection des civils en temps de guerre.

Avez-vous déjà rencontré une situation telle que celle de Gaza ?

Il est toujours difficile de faire une gradation entre différents contextes. Toutefois la spécificité à Gaza, ce sont deux-millions de personnes prises au piège, enfermées sur un territoire long de quarante kilomètres sur huit de large. Il était déjà sous blocus depuis au moins seize ou dix-sept ans, avant les atrocités du 7 octobre 2023. Ce blocus s'est alors transformé en siège: s'y est rajoutée une composante destructrice de masse, les bombardements, des destructions de lieux de vie, de soins, de productions agricoles, d'écoles, avec une population qui n'a pas pu s'échapper ou anticiper - à la différence d'autres sièges comme ceux d'Alep, de Grozny ou Marioupol⁽¹⁾.

A Gaza, pratiquement tout le monde a été bloqué⁽²⁾. Ensuite ce furent vingt-et-un mois de bombardements intensifs, laminant des quartiers entiers. Cela explique pourquoi, avec une forte densité sur un territoire aussi contraint, la population connaît des taux de mortalité monstrueux: on estime qu'il y a soixante-mille morts officiellement comptabilisés, sans compter ceux restés sous les décombres et ceux morts par défaut de soins. Ce sont pour 83 % des civils, en majorité des femmes et des enfants, parmi les morts. On estimait déjà début 2024 qu'en quatre mois de bombardements, autant d'enfants étaient morts qu'en quatre ans sur l'ensemble des conflits à l'échelle de la planète!

Une autre spécificité, c'est la mortalité des humanitaires: près de quatre-cents d'entre eux ont été tués⁽³⁾, et aujourd'hui ces humanitaires, dont les équipes de MDM⁽⁴⁾, subissent eux-mêmes la faim, la soif, les déplacements répétés, et risquent de mourir

de faim dans les prochaines semaines si l'aide ne peut entrer de manière proportionnée.

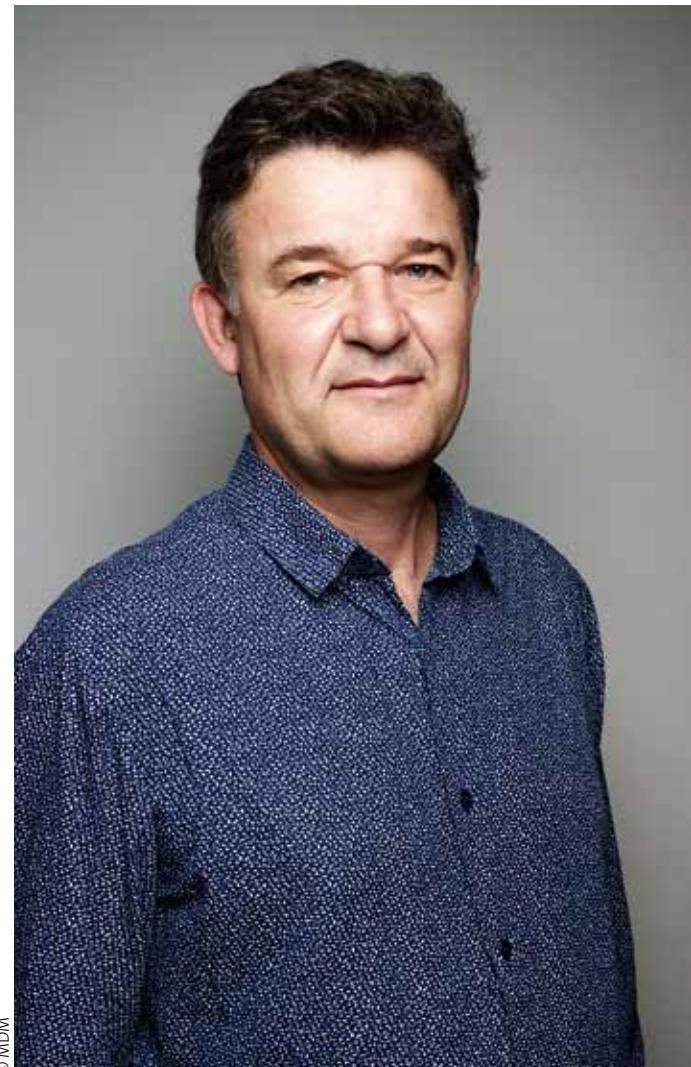
Or cette aide est massivement prépositionnée depuis des mois, en Egypte et aussi côté israélien, à quelques kilomètres des frontières de la bande de Gaza, mais elle est empêchée d'entrer, de manière proportionnée aux besoins, par les autorités israéliennes. Ainsi nous avons un système de santé à plat, une famine qui se répand - confirmée le 22 août par l'ONU -, des mortalités de civils énormes, et une population qui vit sur 12 % du territoire. Cela s'inscrit dans un contexte où les autorités israéliennes⁽⁵⁾ affichent leur volonté de déplacer les populations sur l'Ouest, et ensuite sur le Sud⁽⁶⁾, avant de possiblement expulser la totalité des Gazaouis vers des sites comme la Libye, l'Indonésie ou autres, pour faire aboutir le projet de recoloniser la bande de Gaza, et celui de la fameuse « riviera du Moyen-Orient »⁽⁷⁾.

Que répondriez-vous à ceux qui minimisent la situation ou qui considèrent qu'il s'agit de dommages collatéraux d'une guerre ?

Dans tout conflit, il y a de la propagande, de part et d'autre, et sur Gaza celle-ci va bon train. Mais nous, nous voyons sur le terrain, via nos équipes, dans nos centres de santé⁽⁸⁾, les différentes pathologies liées aux privations. Par exemple, on a fait un rapport sur une cohorte de quatorze-mille enfants, entre juillet 2024 et avril 2025, montrant une forte corrélation entre le siège et les taux de malnutrition: autour de novembre 2024, lorsque le siège était bien actif, ces taux sont montés à 17 % pour des enfants de 6 mois à 5 ans et des femmes enceintes ou allaitantes. Ils ont baissé à hauteur de 3, 4 % autour de janvier 2025, lors de la trêve, pour ensuite remonter à 20, 25 % en avril 2025, alors que la malnutrition, avant le siège, tournait autour de 0,5 %.

Cela confirme que la famine est créée de manière délibérée par les autorités et l'armée israéliennes. Elles ont détruit systématiquement les cultures de production locales, les infrastructures essentielles (production d'électricité, d'eau...), les systèmes de santé, les écoles, tué les humanitaires, et elles empêchent l'aide

«On estimait déjà début 2024 qu'en quatre mois de bombardements, autant d'enfants étaient morts qu'en quatre ans sur l'ensemble des conflits à l'échelle de la planète.»



© MDM

«S'agissant de ravitaillement, nous savons qu'il faut au moins cinq à six-cents camions par jour – chiffre évalué avant le 7 octobre – pour assurer un minimum permettant de faire vivre deux-millions de personnes. De mars à mai 2025, il n'en est entré pratiquement aucun.»

d'entrer: tout cela est calculé, avec la volonté d'utiliser la faim comme arme de guerre. En outre les pourcentages de femmes et d'enfants morts sous les bombes sont significatifs: on ne peut pas considérer, à moins d'avoir une vision suprémaciste, que des nourrissons ou des enfants en bas âge sont des complices de mouvements terroristes.

Ce qu'on a objectivé aussi, et qui est confirmé par les autorités israéliennes, c'est que celles-ci ont soutenu contre le Hamas des groupes de nature maffieuse, qui ont délibérément pillé les quelques camions qui entraient.

S'agissant de ravitaillement, nous savons qu'il faut au moins cinq à six-cents camions par jour – chiffre évalué avant le 7 octobre – pour assurer un minimum permettant de faire vivre deux-millions de personnes; or il y a eu plusieurs séquences, depuis vingt-et-un mois, où seulement quelques dizaines de camions sont entrés, et, de mars à mai 2025, il n'en est entré pratiquement aucun.

«Les autorités et l'armée israéliennes ont détruit les cultures de production locales, les infrastructures essentielles, les systèmes de santé, les écoles; elles ont tué les humanitaires et empêché l'aide d'entrer, avec la volonté d'utiliser la faim comme arme de guerre.»
(J.-F. Corty)

Les taux de mortalité, les blessés, les corps de patients qu'on voit dans nos centres de santé, c'est du réel, pas de l'intelligence artificielle. Et si en face des commentateurs propagandistes minimisent la gravité de cette situation, c'est parce qu'ils ont fait le choix d'une partialité et d'un soutien à un des acteurs parties prenantes au conflit.

Je rappelle que dans le droit international humanitaire, il y a une régulation des sièges et des blocus: lors d'un siège, on est censé devoir évacuer les blessés pour leur prise en charge dans des infrastructures adaptées à leurs besoins. Aujourd'hui on estime qu'il y a cent-cinquante-mille blessés, dont vingt-mille nécessiteraient de sortir en urgence, faute de dispositifs opérationnels pour les prendre en charge dans Gaza – ils ont été détruits. Mais on n'arrive pas à les évacuer massivement. De même, les assiégeants sont censés laisser entrer les acteurs de l'aide humanitaire indépendants, impartiaux, désintéressés et tout le matériel nécessaire à leurs opérations, en quantité suffisante, pour répondre aux besoins. Or au contraire on tue des humanitaires, des journalistes, des civils, y compris dans des écoles! Tous les codes du droit international humanitaire, tous les référentiels de base sont piétinés à Gaza.

(1) A Marioupol, la majorité des familles ont pu s'échapper, même si malheureusement sont restés des populations âgées, des malades, soignants, humanitaires, qui ont payé un lourd tribut.

(2) Seulement quelques milliers de personnes ont pu partir, au début du siège.

(3) Egalement plus de deux-cents journalistes.

(4) Une centaine de Palestiniens travaillent à Gaza pour Médecins du monde.

(5) Notamment par la voix du Premier ministre, et de son ministre des Finances, monsieur Smotrich.

(6) Autour de Rafha, où est censée se situer une «ville humanitaire».

(7) Le projet de Donald Trump.

(8) On y fait des centaines de consultations par jour.

«Tous les mécanismes mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour condamner et limiter le risque de récidive de la Shoah sont en train d'être battus en brèche par ceux-là mêmes qui les ont créés: les Etats sont au courant du risque plausible de génocide à Gaza. Mais ils ne mettent pas tout en œuvre pour le limiter.»

Est-ce que cette situation ne marque pas une forme de faillite du droit international humanitaire ?

Elle marque d'abord le fait que tous les mécanismes mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour condamner et limiter le risque de récidive de la Shoah sont en train d'être battus en brèche par ceux-là mêmes qui les ont créés. De fait, la Convention sur le génocide de 1948 est censée prévenir et punir les actes de crime de guerre, de crime contre l'humanité et de génocide. Aujourd'hui, elle est loin d'être respectée par les Etats, qui sont au courant du risque plausible de génocide à Gaza⁽⁹⁾ mais ne mettent pas tout en œuvre pour le limiter.

On ne voit pas aujourd'hui de mesures tangibles à l'encontre des autorités israéliennes. Je pense à la remise en question des accords d'association européens, au gel des avoirs de leaders israéliens, à différents mécanismes qui pourraient mettre une pression effective sur ces autorités d'extrême droite qui sont en train de réaliser un projet de nature coloniale, sachant que par ailleurs la colonisation s'accélère en Cisjordanie. S'il ne faut rien attendre de régimes autoritaires comme le régime russe ou chinois, on pourrait attendre de régimes démocratiques occidentaux qu'ils soutiennent la CIJ⁽¹⁰⁾: au lieu de le faire, ils lui mettent au contraire des bâtons dans les roues.

La CPI⁽¹¹⁾, qui a lancé les mandats d'arrêt contre les leaders israéliens et du Hamas, n'est pas plus soutenue et ses juges sont mis sous pression, notamment par les Américains. Par exemple, l'Italie, la Grèce, la France ont laissé passer le vol de B. Netanyahu, qui allait voir D. Trump en juillet dernier aux Etats-Unis, alors même que la France, signataire des accords de la CPI, devrait respecter l'obligation de soutenir le mandat d'arrêt lancé par celle-ci. Tous les principes du droit international ont volé en éclats.

Et donc oui, c'est une faillite morale de ceux qui prétendent être les porteurs d'un universalisme de respect des droits fondamen-

(9) Selon les termes de la Cour internationale de justice.

(10) Cour internationale de justice.

(11) Cour pénale internationale.

(12) Cet entretien a eu lieu dans la deuxième quinzaine du mois d'août.

(13) Les quarante tonnes larguées par la France ne correspondent qu'à deux camions.

(14) Quand l'Allemagne se dit effarée face la situation et annonce des largages aériens, alors même qu'elle fournit des armes depuis vingt-et-un mois aux autorités israéliennes et professe un soutien inconditionnel au régime d'extrême droite de Netanyahu, c'est le comble du cynisme...

(15) Gaza Humanitarain Foundation: Fondation humanitaire pour Gaza.

(16) Programme alimentaire mondial.

taux, notamment au travers du droit international et humanitaire, et il va être difficile de s'en remettre. En effet ce droit est assez bien écrit et complet: il est censé protéger les civils, les soignants, les aidants. Certes, écrit par des militaires, il ne vise pas à empêcher la guerre, mais à essayer de l'humaniser. Il est indispensable de le défendre dans des contextes où il est nécessaire, parce qu'il y a un empilement de conflits aujourd'hui aggravés par la crise environnementale. Et lorsque ces Etats occidentaux, qui ont une certaine prégnance sur la diplomatie internationale, méprisent à ce point ce droit avec un deux poids, deux mesures dans son application - témoin leur attitude vis-à-vis de la Russie dans la guerre en Ukraine -, ils en font de fait un outil de domination plus que de justice. Cela laisse assez pessimiste sur la possibilité de continuer à créer des espaces d'intervention indépendants, pour les humanitaires, dans des zones de conflits actuelles et à venir.

Ces derniers temps⁽¹²⁾ on constate quelques légers changements. C'est notamment insuffisant mais n'est-ce pas un premier pas dans le bon sens ?

Dans un tel contexte de génocide plausible, d'une famine objectivée avec des taux de malnutrition explosifs et des cohortes d'enfants en train de mourir de faim, inverser réellement cette tendance ne se fera pas avec quelques largages aériens⁽¹³⁾⁽¹⁴⁾ et une centaine de camions par jour. On voit ces images-là, mais ce n'est pas ce qui va inverser la tendance. On est dans un cas typique d'instrumentalisation de l'aide où on ne va pas dans le dur, c'est-à-dire condamner et prendre des mesures tangibles pour stopper ce qui rend cette aide nécessaire, et cause la famine en cours: le blocus imposé par une armée et un régime d'extrême droite.

Par ailleurs il y a une spécificité de Gaza, en termes d'instrumentalisation de l'aide: les Américains et les Israéliens font la promotion de la GHF⁽¹⁵⁾, censée distribuer la nourriture. Or elle est un opérateur d'une partie prenante au conflit: dirigée par un proche de D. Trump, composée de mercenaires, elle ne répond pas du tout aux principes humanitaires contemporains d'impartialité, d'indépendance, de neutralité, de désintéressement. La plupart de ses dispositifs sont dans le Sud, autour de Rafah: ils ne sont pas sécurisés, et plus de deux-mille morts ont été comptabilisés à leurs abords. Selon les autorités israéliennes, aujourd'hui, c'est 12% du territoire de Gaza, essentiellement au Sud, qui est occupé par les Palestiniens. Or cette fondation est positionnée plutôt dans cette zone, tandis que dans le même temps on crée les conditions de famine dans le reste du territoire. On amène ainsi les gens à se déplacer là où il y aurait de la nourriture. On utilise un opérateur prétendument humanitaire, pour accompagner une mécanique de déportation. Cela corrobore les intentions des autorités israéliennes d'affaiblir, voire d'éliminer progressivement le travail des ONG et des Nations unies. Pourtant nous sommes en capacité, si on nous laisse faire notre boulot, si on ne tue pas nos équipes, si on nous laisse entrer du matériel, de faire face aux besoins; le PAM⁽¹⁶⁾, par exemple, est capable de répondre à la malnutrition de millions de personnes, mais aujourd'hui on ne le laisse pas faire son travail.●

**Propos recueillis par Gérard Aschieri,
rédacteur en chef de D&L**